

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche
1 rue du Recteur Daure
CS 60040
14070 CAEN

CAEN, le 06/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LTS-LABELLE TRAITEMENTS DE SURFACE

3 rue Ampère
ZI
14123 Cormelles-le-Royal

Références : 2023-689
Code AIOT : 0005300286

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement LTS-LABELLE TRAITEMENTS DE SURFACE implanté 3 rue Ampère ZI 14123 Cormelles-le-Royal. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est intervenue dans le cadre du suivi d'une installation relevant de la directive européenne 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive "IED".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LTS-LABELLE TRAITEMENTS DE SURFACE
- 3 rue Ampère ZI 14123 Cormelles-le-Royal
- Code AIOT : 0005300286
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

LTS est un atelier de traitements de surface par voies électrolytiques ou chimiques de tous types de métaux ferreux ou non ferreux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Situation administrative et technique IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Point de contrôle provenant d'une <u>précédente</u> inspection	Proposition de suites	Proposition de délais
1	Modifications	Code de l'environnement du 24/10/2023, article R.181-46-II	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Antériorité rubriques 4000 et statut SEVESO	Code de l'environnement du 24/10/2023, article L et R.513-1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Rétention	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Valeurs Limites de d'Émission	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art 1.2.1 & 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Point de contrôle provenant d'une précédente inspection	Autre information
3	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative de la société LTS nécessite une mise à niveau, comme certains de ses équipements de production.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/10/2023, article R.181-46-II
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société LTS est un établissement régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 3 mai 1999 modifié en 2010 puis 2015, en raison des activités de traitements électrolytiques ou chimiques qu'elle exerce. Activités relevant du régime de l'autorisation sous la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées, également pour elle, rubrique principale au sens de la directive européenne 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive "IED".</p> <p>Or depuis 2015, certaines modifications comme la suppression du polissage sont intervenues au sein de l'établissement.</p> <p>En lien avec le point 2 ci-dessous, ces modifications doivent être portées à la connaissance de l'autorité administrative, dans le délai de 3 mois.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Antériorité rubriques 4000 et statut SEVESO

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/10/2023, article L et R.513-1
Thème(s) : Situation administrative, Classement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article L.513-1</u></p> <p>Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.</p> <p>Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation.</p> <p><u>Article R.513-1</u></p> <p>I. - Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L.513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes :</p> <p>1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du déclarant ;</p> <p>2° L'emplacement de l'installation ;</p> <p>3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par décret du 3 mars 2014, entré en vigueur le 1er juin 2015, la nomenclature des installations classées a été modifiée, introduisant dans celle-ci les rubriques dites 4000. En lien avec la directive SEVESO III et le règlement européen n° 1272/2008, dit règlement CLP, relatif à la classification des substances et mélanges. Ces rubriques 4000 étant désormais associées à des seuils SEVESO haut et bas.</p> <p>LTS aurait dû dans ce contexte, adresser à l'autorité administrative, une déclaration d'antériorité vis-à-vis des rubriques 4000 dont elle relève depuis lors, ainsi qu'un état récapitulatif des substances et mélanges présents dans son établissement (matières premières, bains, et déchets), établissant la position de ce-dernier au regard de ces seuils, soit par dépassement direct, soit par règle du cumul.</p> <p>LTS devra dans le délai de 3 mois, régulariser cette situation en adressant à ladite autorité, la déclaration d'antériorité, l'état récapitulatif des substances et mélanges présents dans l'établissement, et la position de ce-dernier au regard desdits seuils.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.
Constats : Par anticipation, il est rappelé à la société LTS, que les dispositions ci-dessus sont susceptibles d'être mis en œuvre au sein de son établissement, en fonction de résultats de l'état récapitulatif des substances et mélanges présents (matières premières, bains, et déchets), dont il est question au point 2 ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles thermographiques
Prescription contrôlée : III. Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel. « Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infra-rouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.
Constats : Aucun contrôle par thermographie n'ayant jusqu'à présent, été réalisé sur ses installations, LTS devra remédier à cette situation dans le délai de 3 mois. Les résultats de ce contrôle, sur l'ensemble des équipements, sera adressé à l'inspection, dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Chaîne anodisation
Prescription contrôlée : « I. Dispositions générales : « Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.). Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui sont maintenus fermés. « Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.
Constats : Lors de l'inspection, a été constaté que la cuvette de rétention déportée de la chaîne d'anodisation, n'était pas vide, sans qu'aucune alarme n'en fasse état. LTS devra procéder sous 1 mois, à la mise à sec de cette rétention, et contrôler le bon fonctionnement de son alarme point bas. Contrôle qui pourra également être effectué sur les autres cuvettes de rétention de l'atelier. Les résultats de ces contrôles seront communiqués à l'inspection dès obtention. L'attention de LTS est parallèlement attirée sur la présence au sein de ce type de chaîne de traitement, de produits fluorés susceptibles de réagir fortement avec les bases ou les acides, de telles solutions basiques ou acides étant également présente sur la chaîne. Ce qui n'est pas sans conséquence en cas de mélange au sein d'une même cuvette de rétention. LTS devra sous 1 mois, identifier sur sa chaîne d'anodisation, les produits susceptibles de réagir entre eux, et informer l'inspection des dispositions renforcées qu'elle met en œuvre, pour éviter ce mélange.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Valeurs Limites de d'Emission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art 1.2.1 & 3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect
Prescription contrôlée : <u>Article 1,2,1</u> Le tableau définissant les valeurs limites d'émission en concentration et en flux pour les métaux, et figurant à l'article 14,5,1,3,1 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 1999, modifié par l'arrêté du 4 janvier 2010, est remplacé par le tableau suivant : Zn : 2 mg/l <u>Article 1,2,3</u> Les dispositions du paragraphe 14,5 de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 1999, modifiées

<p>par l'arrêté du 4 janvier 2010, sont complétées des dispositions suivantes :</p> <p>Un réacteur de déphosphoration est mis en place au cours du premier trimestre 2015 afin de remédier aux dépassements des valeurs maximales prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sur le paramètre Phosphore total (10 mg/l).</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle inopiné d'août 2023, sur la qualité des rejets aqueux de l'entreprise, montre des dépassements des Valeurs Limites d'Emission concernant les paramètres Zn (+49%) et Phosphore total (+116%).</p> <p>LTS devra informer l'inspection, sous 1 mois, des dispositions qu'elle adopte pour ramener les teneurs de ses rejets dans les limites réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Constitution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations classées soumises à autorisation mentionnées au 5° de l'article R. 516-1 du même code et les installations classées de transit, regroupement, tri ou traitement de déchets soumises au régime d'autorisation, y compris au régime d'autorisation simplifié, mentionnées au 5° de l'article R. 516-1 du même code pour lesquelles l'obligation de constitution de garanties financières démarre au 1er juillet 2012 sont les installations listées en annexe I du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Soumise à autorisation sous la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées, LTS aurait dû présenter à l'autorité administrative, une estimation du montant des garanties financières, dès 2015.</p> <p>Une telle estimation sera présentée à l'inspection dans le délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

-----<<<<0>>>>-----